

<http://ugtg.org/spip.php?article75>



Lettre de l'UGTG au Préfet

- Dossiers - Pollution de 'la Boucan' -



Date de mise en lignelundi 10 avril 2000

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Pointe à Pitre le 10 avril 2000.

Monsieur le Préfet de Région Guadeloupe
Rue Lardenoy
97100 Basse-Terre.

Monsieur le Préfet,

Nous vous le confirmons, nous apportons notre total soutien aux riverains et au Comité de Défense de la Grande Rivière à Goyave.

Nous en assumons pleinement la responsabilité.

Ils font ce que vous, représentant de l'État, nos dirigeants des Assemblées, nos dirigeants politiques sont chargés de faire ; assurer à tous, la protection de leurs droits fondamentaux, notamment celui de pouvoir évoluer dans un environnement sain et de céder aux générations futures un Pays Guadeloupe propre, équilibré, fier et digne.

Ils auraient pu comme bon nombre de nos concitoyens, s'enfermer dans leur intimité, leur égoïsme et, espérer que les autres feraient à leur place ; ou capituler devant le pouvoir de l'argent, le Béké, l'employeur, "l'intérêt économique" de la Guadeloupe.

Ils seraient irresponsables et criminels certes, mais vous, vous seriez serein, sûr de réussir votre passage et reconnu par la République pour vos bons et loyaux services.

Ils ont choisi, comme nous, c'est tant mieux, de dire ça suffit ; une autre logique est possible, un autre monde est possible.

C'est vrai, ils ne sont ni élus, ni représentants d'organisation politique ou d'opinion "Nationale", reconnue et ayant droit à l'expression et à la manifestation de leurs idées.

Ils ne sont ni "Paysan Français", ni les " Verts", ni les habitants de la côte française polluée par ERIKA.

Mais, ils sont ce que nous UGTG voulons faire triompher, homme ; homme Guadeloupéen !

C'est vrai que les millions de francs "Gracieusement" mis à notre disposition par l'Europe et la générosité nationale constamment manifestée devraient nous obliger à plus de citoyenneté et de responsabilité.

C'est vrai que nous aurions pu penser un moment à ces malheureux 27 salariés qui risquent de perdre leur emploi, parce que, des "déréglés", des "preneurs d'otages", à l'instar de ceux de l'hôtellerie, de la SOGEA, de Auto Guadeloupe, du Lycée de Baimbridge, de Massieux, réclament à vous et aux décideurs politiques et économiques plus de respect et surtout le respect de la loi, cette loi dont vous êtes chargée de faire respecter et appliquer.

**En fait, La LWA n'a de sens que si la loi est la même pour tous.
Est-ce le cas dans notre pays ? Vous avez la réponse.**

Lettre de l'UGTG au Préfet

Nous acceptons que vous soyez étonné de notre positionnement.

Nous par contre ne sommes pas surpris du vôtre.

Mais ceci est compliqué ! Nous ne pensons pas que vous avez pour mission de comprendre.

Vous risqueriez d'agir autrement et ça ferait désordre.

Recevez Monsieur le préfet, nos salutations distinguées.

_ **Le Secrétaire Général**

G. CLAVIER